

Au moins 17 morts à Kinshasa dans une manifestation anti-Kabila

@rib News, 19/09/2016 - Source Reuters Au moins dix-sept personnes ont été tuées lundi lors de heurts entre des policiers et des sympathisants de l'opposition qui manifestaient à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), contre la volonté présidentielle au président Joseph Kabila de prolonger son mandat au-delà de la limite prévue par la constitution. Selon ce bilan fourni par un porte-parole du ministère de l'Intérieur, trois des victimes sont des policiers et les 14 autres des civils.

Plusieurs milliers de manifestants étaient réunis lundi pour réclamer un départ du président lors du terme légal de son mandat, en décembre. "Le triste et douloureux bilan de ces actes barbares et extrêmement sauvages est le suivant : 17 morts dont trois (...) policiers", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab qui a condamné l'usage de la violence destinée à semer le chaos. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a "condamné la violence a déjà causé la mort d'au moins 17 personnes", a annoncé son porte-parole. Le président du parti d'opposition des Forces novatrices pour l'union et la solidarité (FONUS), Joseph Olenga Nkoy, fait état pour sa part de 53 personnes tuées dans les heurts. Un responsable local de défense des droits a déclaré quant à lui que 25 manifestants avaient été tués par balle. Auparavant, un journaliste de Reuters avait vu la foule braver le corps d'un policier à Limete, dans la banlieue de Kinshasa, dans ce qui semblait être un acte de représailles aux tirs de la police. Joseph Kabila est arrivé au pouvoir en 2001 après l'assassinat de son père, Laurent-Désiré Kabila. Il a depuis remporté deux élections. Son second mandat expire en décembre et la constitution ne lui permet pas de se représenter. Mais l'opposition l'accuse d'oeuvrer à son maintien au pouvoir, au moins jusqu'à l'année prochaine, en retardant les élections qui devaient à l'origine avoir lieu en novembre. SITUATION "TRÈS DANGEREUSE" Les groupes de défense des droits de l'homme ont fait état de plusieurs dizaines d'arrestations parmi les manifestants et les journalistes dans la capitale, ainsi qu'à Goma et Kisangani où des manifestations antigouvernementales ont également eu lieu lundi. Un porte-parole du gouvernement a confirmé l'arrestation d'un chef de file de l'opposition, Martin Fayulu, blessé à la tête pendant les manifestations. La plupart des marches ont été dispersées dès la mi-journée lundi, plongeant Kinshasa dans un calme inhabituel. De nouveaux mouvements pourraient suivre, la figure de l'opposition Etienne Tshisekedi a appelé lundi soir à de nouvelles manifestations chaque jour avant l'annonce du 19 décembre. Les partisans du président prévoient une contre-manifestation ce week-end, ont-ils annoncé dimanche dans un communiqué. Plusieurs dizaines de personnes sont mortes l'an dernier dans des manifestations de ce genre contre Joseph Kabila. En marge de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, le ministre français des Affaires étrangères a jugé la situation "extrêmement préoccupante et très dangereuse". "Il faut respecter l'ordre constitutionnel", a dit Jean-Marc Ayrault devant la presse. "Ce qui compte, c'est la date des élections. Nous sommes attentifs: si les élections sont reportées sans cesse, ça veut dire que Kabila veut rester au pouvoir. Cette situation n'est pas acceptable." Interrogé sur la possibilité de sanctions européennes, le chef de la diplomatie française a répondu: "C'est une question que nous allons aborder entre Européens." Le pays n'a jamais connu de transmission pacifique du pouvoir depuis l'indépendance en 1960.